

Publications périodiques

Comptes annuels

SOGLEASE BDP

S.A. au capital de 340 000 000 XPF
Siège social : Boulevard Pomaré - Papeete (Tahiti)
R.C.S. PAPEETE 04 186 B

I. — Bilans publiables au 31 décembre 2018 et 2017.
(En XPF.)

Actif	2018	2017
Caisse, banques centrales, IEOM, CCP	0	0
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les Etablissements de crédit	79 457 581	110 082 389
Opérations avec la clientèle		0
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		0
Part dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat 1	532 246 966	609 131 532
Location simple 2		
Immobilisation incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	0	0
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	0	1 397 054
Comptes de régularisation	9 879 524	11 172 926
Total de l'actif	621 584 071	731 783 901

Passif	2018	2017
Banques centrales, IEOM, CCP		
Dettes envers les Etablissements de crédit	196 890 025	330 498 868
Opérations avec la clientèle		0
Dettes représentées par un titre		0
Autres passifs	13 135 822	7 517 115
Comptes de régularisation	15 355 406	15 302 695
Provisions pour risques et charges	31 265 530	35 300 035
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	0
Capitaux propres hors FRBG	364 937 288	343 165 188
Capital souscrit	340 000 000	340 000 000
Prime d'émission	0	0
Réserves	600 969	0
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées et subv. D'investissement	0	0
Report à nouveau (+/-)	14 219	0
Résultat de l'exercice (+/-)	24 322 100	3 165 188
Total du passif	621 584 071	731 783 901

Engagements hors-bilan	2018	2017
Engagements donnés		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	0	0
Engagements sur titres		
Engagements reçus		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	0	0
Engagements sur titres		

II. — Comptes de résultats publiables au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016.

(En XPF)	Exercice 2018	Exercice 2017
+ Intérêts et produits assimilés		0
Intérêts et charges assimilées	-7 482 544	-10 687 096
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	301 637 612	343 046 094
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-244 700 089	-284 128 850
+ Produits sur opérations de location simple		0
Charges sur opérations de location simple		0
+ Revenus des titres à revenu variable		0
+ Commissions (produits)	3 057 345	3 758 462
Commissions (charges)		0
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire		
Autres charges d'exploitation bancaire		
Produit net bancaire	52 512 324	51 988 610
Charges générales d'exploitation	-22 196 687	-21 042 908
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		
Incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	30 315 637	30 945 702
+/- Coût du risque	6 799 749	-22 216 843
Résultat d'exploitation	37 115 386	8 728 859
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
Résultat courant avant impôt	37 115 386	8 728 859
+/- Résultat exceptionnel	65 014	-112 071
Impôt sur les bénéfices	-12 858 300	-5 451 600
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
Résultat net	24 322 100	3 165 188

III. — Annexe aux comptes annuels. Exercice clos le 31 décembre 2018

Conformément à l'article 3 du Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, la SAS SOGELEASE BDP publie ci-après son annexe aux comptes annuels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018.

L'objet de ce document est de fournir les informations d'importance significative permettant d'avoir une juste appréciation du patrimoine, de la situation comptable et financière de l'établissement, des risques assumés qu'il assume et des résultats.

SOGELEASE BDP fait partie du périmètre de Consolidation du Groupe Société Générale.

C'est une filiale à 100% de la Banque de Polynésie, elle-même intégrée globalement dans les comptes du Groupe Société Générale.

I. — Principes comptables et méthode d'évaluation.

La durée normale de l'exercice est d'une année du 1er janvier au 31 décembre.

La société a été créée en 2004.

Le bilan est établi selon le modèle type et est présenté avant l'affectation du résultat.

Le passif fait apparaître le sous-total correspondant aux capitaux propres.

Les immobilisations corporelles figurent au bilan, nettes des amortissements et des dépréciations.

Les amortissements sont calculés suivant la méthode linéaire et étalés sur la durée de vie estimée du bien.

Les principaux taux d'amortissement utilisés sont les suivants :

Véhicule de tourisme neuf	20 %
Véhicule de tourisme d'occasion	33 %
Gros matériel informatique	20 %

Les loyers et amortissements sont comptabilisés au fur et à mesure de leur acquisition / engagement. Ils sont reportés dans les états financiers par rapport à leur période de rattachement. Ceux relatifs à un exercice postérieur sont logés en produit ou charge constatés d'avance.

64 dossiers présentaient les caractéristiques d'encours douteux au 31/12/2018 contre 55 au 31/12/2017.

La gestion des créances douteuses suit des procédures manuelles qui respectent la réglementation en vigueur.

Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs loyers impayés depuis trois mois au moins ;
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;

- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte, à terme, est envisagé.

Le système d'information utilisé dispose d'un système de cotation manuel pour apprécier en interne la qualité des dossiers.

Les dépréciations de créances douteuses concernent d'une part les loyers impayés douteux et d'autre part, les indemnités de résiliation hors taxe des dossiers Contentieux.

Des dépréciations sont constatées sur les immobilisations, dont les contrats sont résiliés, mais, qui n'ont pas encore été récupérées ou cédées. Ces immobilisations non louées sont dépréciées à hauteur de 67% de leur VNC.

Une provision est constatée au passif pour couvrir les dossiers présentant une réserve latente négative.

La réserve latente est la différence entre l'encours financier tel qu'il résulte du plan d'amortissement du contrat de crédit-bail ou de LOA et la valeur nette comptable du bien loué.

La réserve latente au 31/12/2018 se monte à + 111,6 M XPF pour 352 contrats.

Elle se décompose en :

- 70 contrats en réserve latente négative pour – 31,3 M XPF
- 282 contrats en réserve latente positive pour 142,9 M XPF

Au 31/12/2017, la réserve latente se montait à + 119,3 M XPF pour 422 dossiers.

La totalité de la réserve latente négative est provisionnée. La provision résulte principalement d'un écart de durée entre le contrat clientèle et l'amortissement du bien. Pour ces dossiers, SOGELEASE BDP encaisse des loyers sur une durée plus courte que l'amortissement et devra comptabiliser une moins-value en fin de contrat. La provision couvre essentiellement cette moins-value. Elle est considérée comme non déductible fiscalement.

SOGLEASE BDP a terminé d'utiliser en 2010 tout le report déficitaire sous la forme d'amortissements réputés différés, dont elle disposait et a commencé à payer de l'impôt sur les sociétés calculé dans le cadre des dispositions du Code des Impôts de Polynésie Française.

Aucune rémunération n'a été versée aux dirigeants. Aucune avance ni aucun crédit ne leur a été consenti au cours de l'année 2018 ou des années antérieures.

II. – Changement de méthode et de présentation des comptes Evènements marquants de l'exercice 2018.

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable au cours de l'exercice 2018.

Intégration en 2018 d'un retraitement fiscal sur les frais de dossiers réglés par la clientèle en début d'opération de financement mais étalés réglementairement sur la durée de vie du dossier. SOGELEASE BDP a modifié son calcul de l'impôt sur les sociétés en considérant un retraitement au niveau du résultat fiscal de tous les frais de dossiers perçus mais non encore constatés en résultat comptable. Le retraitement représente une charge d'impôt sur les sociétés et de Contribution supplémentaire à l'impôt sur les sociétés de 1,26 M XPF sur l'exercice.

III. – Information sur les comptes 2018.

— Etat des Créances :

(En milliers de XPF)	< 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total 2018	Total 2017
Comptes à vue - Etablissements Financiers	79 458	0	0	0	79 458	110 082
Encours financier de Leasing	91 787	152 172	377 100	17 453	638 512	721 708
Créances rattachées					702	2 414
Créances douteuses					91 479	94 074
Provisions / Créances douteuses					-83 750	-86 516
Créances douteuses Nettes					7 729	7 559

(En milliers de XPF)	< 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total 2018	Total 2017
Comptes à vue - Etablissements Financiers	0	0	0	0	0	0
Emprunt - établissements financiers	22 966	69 553	104 372	0	196 890	330 499
Autres ressources clientèles	0	0	0	0	0	0

— Décomposition de l'encours de Crédit-Bail et LOA :

(En milliers de XPF)	2018	2017
Crédit-Bail et LOA	532 247	609 132
Valeur nette comptable des immobilisations	527 408	603 738
Frais de dossiers restant à étaler	-3 592	-4 579
Créances douteuses	91 479	94 074
Dépréciations de Créances douteuses	-83 750	-86 516
Créances clientèles rattachées	702	2 414

(En milliers de XPF)	Immobilisations					Amortissements					Dépréciation	Immob Nettes exercice Fin 18	Provisions Réserve latente Négative
	Valeurs d'acquisition Fin 17	Acquisition de l'année	Cessions de l'année	Virement Comptable	Immob Brutes exercice Fin 18	Amortis de l'année	Amortis précédents	Diminution des Amortis	Virement Comptable	Total des Amortis exercice Fin 18			
Immobilisations en Crédit-bail	458 575	156 590	-74 759		540 406	95 751	178 177	-59 111	25	214 841	0	325 565	24 017
Immobilisations en LOA	827 212	41 747	-247 680	-5 342	615 936	130 655	509 520	-218 470	-5 367	416 338	0	199 598	7 249
Immobilisations en LOA Différée	14 710	0	-1 597		13 112	2 172	10 417	-1 211	0	11 379	0	1 734	0
Immobilisations non Louées	83 468		-7 374	5 342	81 436	2 192	79 364	-7 011	5 342	79 887	1 038	511	0
Total	1 383 965	198 337	-331 411	0	1 250 891	230 770	777 478	-285 804	0	722 444	1 038	527 408	31 266

— Précision sur les amortissements de l'exercice :

(En milliers de XPF)	Amortis de l'année	Dont dotation	Dont impact charge constatée d'avance fin 2017	Dont charge constatée d'avance fin 2018
Immobilisations en Crédit-bail	95 751	94 427	-3 241	4 564
Immobilisations en LOA	130 655	133 144	-7 591	5 103
Immobilisations en LOA Différée	2 172	2 237	-164	99
Immobilisations non louées	2 192	2 192	0	0
Total	230 770	232 000	-10 996	9 766

Montant des frais de dossiers à étaler au 31/12/2018	2018
Dossiers antérieurs à 2010	
CB	0
LOA	0
Dossiers depuis le 01/01/2010	
CB	1 433
LOA	2 159
Total	3 592

— Autres éléments du Bilan :

Autres actifs	2018	2017
Certificat d'association (Fonds de Garantie)	0	0
Autres immobilisations Nettes	0	0
Autres actifs		1 397
Dont TVA déductible ou à récupérer	0	1 361
Dont Fonds de Garantie des dépôts	0	36
Dont Créance d'impôt sur les sociétés	0	0
Dont Autres	0	0
Comptes de Régularisation	9 880	11 173
Dont amortissements constatés d'avance	9 766	10 996
Dont autre	114	177

Autres passifs	2018	2017
Autres passifs	13 136	7 517
TVA à payer	1 978	0
Impôt à Payer	11 041	6 929
Autres passifs	117	589
Comptes de régularisation	15 355	15 303
Dont CAPITAUX	1 182	4 932
Dont loyers perçus d'avance	9 346	10 212
Dont autres comptes de régularisation	4 827	159
Total	28 491	22 820

Les capitaux propres	31/12/2017	Résultat de l'exercice 2018	Affectation du résultat 2017	Autres variations	31/12/2018
Capital (1)	340 000				340 000
Primes d'émission	0				0
Réserve légale	0		601		601
Autres réserves	0				0
Report à nouveau	0		14	0	14
Résultat	3 165	24 322	-3 165	0	24 322
Distribution de dividende			2 550		
Total	343 165	24 322	0	0	364 937

(1) Au 31/12/2018, le capital social est constitué de 34 000 actions de 10 000 XPF chacune en nominal

Le report à nouveau avant affectation du résultat 2018 se monte à 14.219 XPF.

Ci-dessous la proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2018. (Montants en XPF)

Résultat de l'exercice	24 322 100	= 24.322.100 x 5%
Report à nouveau antérieur	14 219	
Solde à affecter	24 336 319	
Dotation de la réserve légale au titre de 2018	1 216 105	
Distribution de dividendes aux actionnaires	22 440 000	
Affectation en report à nouveau	680 214	
Total de l'Affectation	24 336 319	
Soit un dividende brut par action de	660,0000	
Un dividende net par action de	561,0000	
Un montant d'IRCM et de CST par action de	99,0000	

— Détail sur les éléments du résultat :

PNB	2018	2017
Charges d'intérêts sur Découvert	0	0
Charges d'intérêts sur Dépôt	0	0
Charges d'intérêts sur Emprunt	-7 483	-10 687
Loyers de crédit-bail et assimilé	239 668	300 918
Commissions sur opérations de crédit-bail	2 763	2 865
Dotation aux amortissements Crédit-Bail	-232 000	-267 379
Dotation nette aux dépréciations CB	1 711	-1 678
Plus et moins-value sur immobilisation en CB	46 187	24 191
Autres produits et charges de Crédit-Bail	1 666	3 758
Total PNB	52 512	51 989

	2018	2017
Frais de personnel	0	0
Impôts et Taxe	-2 642	-2 657
Assistance technique	-15 000	-15 000
Autres charges générales d'exploitation	-4 555	-3 386
Total charges générales d'exploitation	-22 197	-21 043
Dotation aux amortissements des		
Immobilisations (hors leasing)	0	0
Coût du risque	6 800	-22 217
Total	-15 397	-43 260

L'assistance technique concerne l'assistance en personnel de la maison mère de la filiale : la Banque de Polynésie

Détail du résultat exceptionnel	2018	2017
Produits exceptionnels	183	1
Dont divers	183	1
Charges exceptionnelles	-118	-113
Dont pénalité	0	0
Dont divers	-118	-113
Résultat exceptionnel	65	-112

— Détail des créances douteuses :

	2018	2017
Créances douteuses	91 479	94 074
Dont créances douteuses compromises	84 244	88 161

Dépréciations, provisions et Coût du Risque 2018

Variations des stocks de dépréciations (En milliers de XPF)	Stock de dépréciations début 2018	Flux de dépréciations 2018			Stock de Dépréciations fin 2018	Write offs de l'exercice	Récupération s/créances amorties	Impact sur le résultat
		Dotations	Reprises	Applications				
Dépréciations déduites de l'actif								
Dépréciation d'immobilisation de leasing	2 749	0	1 711		1 038			1 711
Dépréciations / créances douteuses	86 516	6 192	8 958	0	83 750	0		2 765

Variations du stock de provisions (En milliers de XPF)	Stock de provisions début 2018	Flux de provisions 2018			Stock de provisions fin 2018	Write offs de l'exercice	Récupération s/créances amorties	Impact sur le résultat
		Dotations	Reprises	Applications				
Provisions inscrites au passif	35 300	13 423	17 457	0	31 266	0	0	4 035
Provisions pour risques et charges	35 300	13 423	17 457	0	31 266	0	0	4 035
Dont Provision pour réserve latente négative	35 300	13 423	17 457		31 266			4 035
Dont provision pour litiges	0				0			0
Coût du Risque								6 800
Mouvements relatif aux dépréciations d'immobilisations de Leasing (logé en PNB)								1 711

IV. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2018.)

A l'actionnaire unique,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2018, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société SOGELEASE BOP tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification des appréciations ;
- Les vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'actionnaire unique ;
- Les responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels
- Les responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOGELEASE BDP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, tels qu'applicables en Polynésie française, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels, du présent rapport.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations. — En application des normes d'exercice professionnel relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'actionnaire unique. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de votre Président et dans les documents adressés à l'actionnaire unique sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français tels qu'applicables en Polynésie française, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalie significative. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

En application des normes d'exercice professionnel applicables en France, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à PAPEETE, Le 22 mai 2019.

Pour la SCP
GOSSE PARION CHANGUES MENARD ALBERT

Élisabeth ALBERT ;
Commissaire aux comptes.

V. — Annexe au rapport description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances

susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public sur simple demande adressée à la Banque de Polynésie – BP530 - 98713 Papeete – Tahiti.